

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 31/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEMEX GRANULATS RHONE MEDITERRANNEE

33 Route de Magneux
St Bertrand
42110 Chambéon

Références : UID4243-MEA-021-0331
Code AIOT : 0006101161

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2023 dans l'établissement CEMEX GRANULATS RHONE MEDITERRANNEE implanté Randan et La Pège 42110 Chambéon. L'inspection a été annoncée le 26/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "sécheresse" 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX GRANULATS RHONE MEDITERRANNEE
- Randan et La Pège 42110 Chambéon
- Code AIOT : 0006101161
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de sables et graviers sise aux lieux-dits "Les Rompets", "La Pège", "Le Chatelard sur la commune de Chambéon et au lieu-dit "Les Chalinats" sur la commune de Magneux-Haute-Rive, a été créée en 1985 et exploitée par la société des Sablières et Entreprise MORILLON CORVOL.

Cette carrière qui a fait l'objet de plusieurs demandes d'extension, est actuellement exploitée par la société CEMEX Granulats Rhône Méditerranée qui bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation (APA) en date du 7/07/2004 au nom de la SAS MORILLON CORVOL Rhône Méditerranée, et d'un arrêté préfectoral en date du 09/07/2019 de prolongation de la durée d'autorisation de 4 ans pour le remblaiement, soit jusqu'au 9/07/2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prélèvement en eau en période d'alerte renforcée sécheresse (AP N° DT-23-0753 du 22/09/2023).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 07/07/2004, article 7.4	/	Sans objet
3	Eau	Arrêté Préfectoral du 07/07/2004, article 10.2	/	Sans objet
4	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5	/	Sans objet
6	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/07/2004, article 10.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5	/	Sans objet
5	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 2.I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été constatées pour lesquelles l'exploitant doit, **dans les délais** impartis fixés dans le rapport, présenter ses observations et transmettre à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2004, article 7.4

Thème(s) : Actions nationales 2023, Prélèvement d'eau

Prescription contrôlée :

Par dérogation aux dispositions du 11.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, le pompage pour l'exploitation dans le plan d'eau de l'extraction est autorisé (débit maximum : 200 m³/h). L'abaissement au niveau de ce plan d'eau ne devra pas excéder 50 cm.

L'eau pompée sera utilisée, préférentiellement, pour l'alimentation en eau du circuit de lavage des matériaux. Les eaux rejoindront la nappe, au niveau du bassin d'eau clair et, pour le surplus, seront déversées dans l'Aillot.

Une grille sera installée au niveau du fossé permettant le déversement dans l'Aillot afin d'empêcher la libre circulation des poissons.

Constats :

Lors de la visite il a été constaté:

- le pompage de l'eau destinée aux lavages des matériaux (graviers de différentes taille, sables divers) exclusivement dans l'étang réhabilité après extraction.
- le pompage de l'eau de l'étang à l'aide de 3 pompes, deux de 300 m³/h chacune utilisées pour les besoins en eau pour le lavage des matériaux et une de 20 m³/h pour l'arrosage des pistes.
- le rejet des eaux de process issues du lavage des matériaux dans l'étang réhabilité, après pré-traitement dans des lagunes.
- la condamnation du fossé servant au rejet des eaux de surverse des bassins de décantation dans l'Aillot. Pour autant, les buses de surverse sont toujours présentes au niveau de ces bassins.
- la présence de trois compteurs dont 1 au niveau de chacune des 2 pompes de 300 m³/h et 1 au niveau de la pompe de 20 m³/h.

La photo aérienne du 13/07/22 (Géoportail) ci-dessous permet de visualiser le rejet des eaux dans l'étang réhabilité :



<p>Observations :</p> <p>L'inspection considère que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'étang où sont effectués les prélèvements d'eau, est le milieu naturel. - la puissance des pompes présent sur le site, soit 620 m³/h, est non conforme à l'APA - le circuit de recyclage des eaux de process en place, composé de plusieurs bassins de décantation, rejette les eaux dans l'étang réhabilité, au même endroit où elles sont re-pompées. <p>Une amélioration du circuit est attendue pour que le l'étang ne soit utilisé que pour les appoints d'eau nécessaires.</p> <p>Une amélioration du circuit est attendue pour que le l'étang ne soit utilisé que pour les appoints d'eau nécessaires. Il est attendu de l'exploitant qu'il propose sous 6 mois des mesures en ce sens.</p> <p>L'exploitant devra déclarer les modifications apportées aux installations de pompage des eaux.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 6 mois

N° 2 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des prescriptions AP Cadre Sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cas général : réduction de la consommation d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - moins 25 % en alerte, - moins 50 % en alerte renforcée, - arrêt des prélèvements en crise
<p>Constats :</p> <p>A la date de la visite, la carrière située dans la zone hydrographique "Fleuve Loire Amont" est placée en situation d'alerte renforcée, et ce jusqu'au 31/10/2023.</p> <p>Lors de la visite il a été constaté:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la connaissance par l'exploitant de l'entrée en vigueur de l'arrêté cadre sécheresse applicable pour le département de la Loire ainsi que de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2023 renforçant les dispositions suite à l'aggravation de la sécheresse. - la réponse au questionnaire de la DREAL le 31/03/2023 en indiquant vouloir relever d'une adaptation par "prélèvements déjà réduits au minimum" avec l'obligation de réaliser un PSH afin d'être exempté des dispositions générales imposant une réduction progressive des prélèvements (-25%, -50% et arrêt). - un volume prélevé déclaré sur le PSH de 7830 m³ en 2022 et 12 500 m³ en 2021. - le fonctionnement de l'installation de broyage/concassage et de lavage des matériaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2004, article 10.2
Thème(s) : Autre, rejet d'eau dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes: <ul style="list-style-type: none">• le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;• la température est inférieure à 30° C ;• les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ;• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;• les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114). <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures. Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>Un contrôle annuel de la qualité des rejets à l'Aillot sera réalisé. Les résultats seront transmis à l'inspecteur des installations classées.</p>
Constats : Les eaux canalisées et traitées sont rejetées dans l'étang. Le rapport de la société SGS du 21/12/2022, récapitulant le suivi des eaux souterraines et des eaux superficielles, fait état d'une analyse effectuée au niveau de l'étang d'extraction et non pas au niveau du cours d'eau de l'Aillot. Les mesures sont effectuées sur un échantillon, car les rejets se font par bêche et non en continu, ce qui ne permet pas de mesurer le débit sur 24h. Néanmoins, les résultats pour 2022 sont conformes aux valeurs de l'APA.
Observations : L'inspection considérant l'étang comme le milieu naturel, l'exploitant proposera à l'inspection un PAC prenant en compte le rejet actuel dans le milieu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 6 mois

N° 4 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des prescriptions AP Cadre Sécheresse
Prescription contrôlée : Les opérations exceptionnelles fortement consommatrices d'eau doivent être reportées. Sont exemptées de toute restriction les entreprises qui répondent à l'un des critères suivants : 1) Pour toutes les entreprises : consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000 m3/an et consommation totale inférieure à 7000 m3/an (consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000 m3/an dans le milieu + consommation sur le réseau d'alimentation en eau potable) ; une utilisation économe de l'eau est néanmoins mise en œuvre pour ces activités.

2) Pour les ICPE uniquement : celles dont les prélèvements sont déjà réduits au minimum (b).
Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau, utilisés pour le procédé de fabrication, ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, telles qu'un ordonnancement de la production. Pour les ICPE, des informations détaillées sont disponibles sur le site internet de la DREAL Auvergne Rhône Alpes et en particulier à l'adresse <https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/eau-r3762.html>

Constats :

Comme mentionné au constat 2, l'exploitant a indiqué vouloir relever d'une adaptation par "prélèvements déjà réduits au minimum" avec la réalisation d'un PSH.

L'exploitant déclare dans son PSH les prélèvements suivants dans l'étang réhabilité :

- pour les usages du process (lavage des matériaux), à savoir: 7800 m³ en 2022, 12 500 m³ en 2021, 14618 m³ en 2020 et 13 298 en 2019.
- pour l'arrosage des pistes : 5700 m³.

La consommation d'eau potable ne concerne que les usages sanitaires.

Avec un travail plus approfondi sur les diverses utilisations d'eau sur site, l'exploitant a pu renseigner les premières pages du PSH, dans le but premier de justifier le prélèvement au minimum dans la ressource en eau.

I/ Diagnostic des consommations

Les informations recueillies sont reprises ci-après : Le milieu de prélèvement est connu : milieu naturel (Etang) et réseau AEP. Concernant les eaux de process, le volume général prélevé est connu précisément de part la présence de compteurs volumétriques sur les 3 pompes (cf. point de contrôle précédent).

Le milieu de rejet est le même, à savoir l'étang réhabilité.

Un schéma des circuits d'eau permet de localiser les prélèvements extérieurs et leur rejet. Pas de système de recyclage en circuit fermé. La notion de prélèvement ne peut être retenue, les milieux de prélèvement et de rejet étant identiques (étang).

Il n'existe pas de sous-compteurs permettant à l'exploitant de connaître précisément la répartition des flux d'eau au sein des différents postes de traitement de l'installation.

II/ Etat de l'art des économies d'eau :

Les résultats du calcul de l'eau consommée par tonne de matériaux lavés ont été présentés pour les années 2019, 2020, 2021 et 2022.

Les résultats sont respectivement de 0.10, 0.08, 0.08 et 0.05 m³. Les performances du circuit de lavage attendus dans la profession sont de 0.2 m³/t lavés si le taux d'argilosité du tout-venant est inférieur à 10%, et de 0.3 m³/t lavés si le taux est supérieur à 10%.

Les résultats obtenus depuis 2019 sont bien au-dessus des performances attendues par la profession.

III/ Recensement des actions de réduction :

Le process ne fonctionne pas en circuit fermé, puisque les eaux de process retournent par débordement après traitement, dans l'étang considéré comme le milieu naturel.

Les points d'améliorations recensés par l'exploitant mentionnent le changement des compteurs d'eau et la mise en place d'un nouveau débourbeur pour 2023.

Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection: - sous 1 mois, le taux d'argilosité des matériaux. - sous 6 mois, les réflexions abouties concernant la diminution du prélèvement d'eau dans le milieu naturel via l'étang, notamment par la mise en circuit fermé de ces eaux de process traitées et n'utiliser le pompage dans le milieu naturel (étang) que comme un appoint.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 1 et 6 mois

N° 5 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2.I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réduction des prélèvements
Prescription contrôlée : I. Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
Constats : L'exploitant a pu justifier d'une diminution de 50 % des consommations spécifiques depuis 2019 (0,10 à 0,05 m ³ /tonne). Hors eaux d'arrosage des pistes, les prélèvements d'eau pour le procédé sont passés de 13 298 m ³ en 2019 à 7 800 m ³ en 2022, soit une diminution de plus de 20 %. Ces chiffres permettent de considérer que l'exploitant relève du cas 2° de l'article 3 de l'arrêté du 30 juin 2023.
Observations : L'exploitant devra mettre en place, et transmettre à l'inspection, une procédure « sécheresse » dans laquelle sera intégrée notamment la fréquence de relevé des compteurs afin de pouvoir justifier à l'avenir de la diminution de ces prélèvements d'eau en cas de sécheresse .
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2004, article 10.3
Thème(s) : Autre, Surveillance de la nappe
Prescription contrôlée : Les piézomètres mis en place et les plans d'eau voisins feront l'objet de tournées synchrones périodiques pour déterminer l'éventuelle évolution de l'ensemble du système aquifère. Les relevés piézométriques seront réalisés tous les mois. On relèvera simultanément le niveau de

<p>l'eau dans les plans d'eau.</p> <p>Les analyses de contrôle des eaux de la nappe seront réalisés sur chaque piézomètre et dans les plans d'eau : la périodicité des contrôles sera annuelle et ils s'arrêteront 6 mois après l'arrêt de l'exploitation.</p> <p>Chaque analyse comprendra la mesure du pH, de la DCO, de la DBO5, des MES et la teneur en hydrocarbures totaux</p> <p>Une synthèse des résultats de ces contrôles sera établie et communiquée annuellement à l'inspecteur des installations classées et tenue à la disposition des maires des communes de CHAMBEON et MAGNEUX HAUTE RIVE.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi piézométrique transmis par l'exploitant en date du 30/05/2023 concerne les piézomètres des 2 carrières CEMEX situées sur les communes de Chambéon et de Magneux-Haute-Rive, pour les années 2019 à 2022 bénéficiant chacun d'un arrêté préfectoral distinct.</p> <p>Le suivi piézométrique de la carrière de Chambéon amène les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les piézomètres n'ont pas été relevés mensuellement : 6 relevés effectués en 2019, 8 relevés en 2020, 7 relevés en 2021 et 9 relevés en 2022. - l'absence de relevé du niveau d'eau des plans d'eau. - l'absence de document attestant de la réalisation de tournées synchrones périodiques sur l'ensemble du système aquifère (plans d'eau et piézomètres afin de vérifier d'éventuelles variations. <p>Le rapport de la société SGS du 21/12/2022, récapitulant le suivi des eaux souterraines et des eaux superficielles, fait apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 contrôle annuel de la qualité des eaux de la nappe effectué au niveau de l'étang réhabilité et au niveau de 9 des 11 piézomètres installés, à l'exception de PZ 3 et PZ8. - une analyse effectuée en 2022 portant sur l'ensemble des paramètres prescrits, à l'exception du « débit en continu ». - des taux de MES élevés pour les piézomètres 1, 4, 5 11 et très élevés pour PZ 17 avec 2104 mg/l. - l'absence de transmission annuelle des résultats à l'inspection.
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un suivi régulier conforme à l'article 10.3 de son APA du 7/7/2004, fournir une interprétation des résultats notamment sur les MES et proposer au besoin des mesures correctives.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>
<p>Délai : 1 mois</p>